



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 14.1.2020
COM(2020) 22 final

2020/0006 (COD)



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Version présentée au Comité de suivi Interfonds et POIA 2014-2020 du 10 mars 2022

ANNEXE II

MODELE DE PLAN TERRITORIAL DE TRANSITION JUSTE

1. Présentation du processus de transition et désignation des territoires les plus durement touchés au sein de l'État membre

Champ de texte [12 000]

Référence: Article 11(2)(a)

1.1. Présentation du processus de transition prévu pour atteindre les objectifs spécifiques de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et pour parvenir à une économie de l'Union neutre pour le Climat d'ici 2050, conformément aux objectifs des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat et d'autres plans de transition juste existants, accompagné d'un calendrier pour la cessation ou la réduction des activités telles que l'extraction de charbon et de lignite ou la production d'électricité à partir de charbon

Au niveau européen l'engagement à 2030 est de réduire l'ensemble des émissions de 55% par rapport à 1990. Or la France se classe septième en Europe pour son niveau d'émissions de CO2 par habitant, mais troisième en valeur absolue, avec 482 millions de tonnes en 2017.

Pour participer à l'atteinte de ces objectifs, plusieurs outils ont été mis en place à l'échelle nationale. Le plan national intégré énergie climat (PNIEC) reprend le contenu de deux documents-cadre prévus dans le droit français et élaborés sur la base d'un scénario commun visant l'objectif de neutralité carbone en 2050 : la stratégie nationale bas-carbone (SNBC) et la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

La nouvelle SNBC constitue la feuille de route française pour mettre en œuvre la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable. La PPE fixe quant à elle les priorités d'action de la politique énergétique d'ici 2028. Outil de pilotage de la politique énergétique, la programmation vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment dans le secteur de l'énergie, diversifier le mix énergétique, assurer la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité.

Toutes deux ont été formellement adoptées par décrets le 21 avril 2020. Ces deux documents constituent le cadre de l'action gouvernementale en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'énergie.

Le PNIEC se fonde sur un exercice de scénarisation prospective à horizon 2050. Le scénario dit « avec mesures supplémentaires » met en évidence de nouvelles mesures de politiques publiques qui permettraient à la France de respecter ses objectifs climatiques et énergétiques à court, moyen et long-terme. Il dessine une trajectoire possible de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à la neutralité carbone en 2050. A plus court-terme, il explique les transformations possibles dans les différents secteurs au vu des mesures de politiques publiques portées par le gouvernement ainsi que des contraintes de développement des technologies bas-carbone et du contexte macro-économique international.

Ainsi, ces travaux de scénarisation et de projections ont permis d'une part de calculer des budgets carbone français, plafonds d'émission nationaux couvrant les périodes 2019-2023, 2024-2028 et 2029-2033, et d'élaborer les 45 orientations transversales et sectorielles de la SNBC, qui doivent ensuite être déclinées en mesures opérationnelles de politique publique.



Le scénario qui sous-tend le PNIEC a fait l'objet d'une évaluation macro-économique et d'une analyse des impacts sociaux sur la facture des ménages et la précarité énergétique. La transition énergétique modifie peu la trajectoire tendancielle de PIB dans les modélisations effectuées, mais n'intègre pas les conséquences du changement climatique. La transition énergétique procurerait un supplément de PIB de l'ordre de 1% à 2,5% de PIB en 2030 et de l'ordre de 3% à 4% de PIB à horizon 2050 par rapport au scénario tendanciel. Elle engendrerait par ailleurs la création de 300 000 à 500 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2030 et de 700 000 à 800 000 emplois à l'horizon 2050 par rapport au scénario tendanciel (emplois directement liés à la transition énergétique et générés via le surcroît d'activité). Le revenu des ménages augmenterait de l'ordre de 2% à 3% en 2030 et 4% à 5% en 2050 en termes réels. Ces résultats reposent sur plusieurs hypothèses fondamentales : les autres pays s'engagent dans la transition bas-carbone, les investissements de la transition énergétique ne se font pas au détriment des autres investissements de l'économie, les tensions sur les capacités de production sont supposées négligeables et les dommages liés au changement climatique ne sont pas pris en compte.

Au niveau territorial, les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, ainsi que les plans climat air énergie territoriaux doivent prendre en compte la SNBC et assurent ainsi une territorialisation de ses objectifs et orientations.

Au niveau national, certaines orientations de la SNBC sont d'ores-et-déjà traduites dans des textes législatifs récents venant poser des jalons pour les années à venir :

- Loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (obligations de réduction des consommations d'énergie dans les bâtiments tertiaires de plus de 1000 m², nouvelle réglementation environnementale des bâtiments neufs...);
- Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (interdiction de l'attribution de nouveaux permis de recherche d'énergies fossiles, renouvellement des concessions existantes limité à 2040) ;
- Loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat (fermeture des dernières centrales à charbon en France métropolitaine d'ici 2022, interdiction de louer à partir de 2023 des logements extrêmement énergivores, obligation de rénover les passoires thermiques à partir de 2028...);
- Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (fin de vente des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers neufs utilisant des énergies fossiles d'ici à 2040, obligations de renouvellement des grandes flottes de véhicules publiques et privées avec des véhicules à faibles émissions, plan d'investissement massif en faveur du vélo et les infrastructures ferroviaires...);
- Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (objectif de sortie du plastique jetable pour la réduction des déchets, action contre l'obsolescence programmée, lutte contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire, meilleure information (tri, émissions de GES) des consommateurs...)

En complément de ces mesures, la loi "Climat et résilience", adoptée le 22 août 2021, vient traduire les dispositions de nature législative recommandées par la Convention

citoyenne pour le climat, exercice démocratique inédit et dont le mandat était de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 dans un esprit de justice sociale.

Le plan France Relance défini par le Gouvernement pour soutenir l'économie face à la crise consacre la transition écologique comme un objectif stratégique du Gouvernement en y dédiant 30 Mds€ sur les 100 Mds€ du plan, notamment sur les orientations données par la SNBC

En cohérence avec la stratégie française et ses budgets carbone, la fermeture des 4 dernières installations de production d'électricité à base de charbon répond au processus de transition vers une économie neutre pour le climat à l'horizon 2050.

En 2018, la production des centrales à charbon a représenté 5,8 TWh de production soit seulement 1 % de la production électrique nationale, mais 27 % des émissions de GES du secteur de la production électrique. D'ores et déjà, deux centrales - la centrale Gardanne-Meyreuil et la centrale du Havre - ont été arrêtées et la centrale de Saint-Avold cessera son activité en mars 2022.

D'ici la fin du quinquennat, les fermetures de 3 centrales à charbon et la très forte limitation de fonctionnement de la dernière centrale à Cordemais auront permis de réduire de plus de 90 % les émissions liées au charbon en 2022 par rapport à 2017, tout en assurant la sécurité d'approvisionnement.

Référence: Article 11(2)(b)

1.2. Désignation des territoires qui devraient être les plus durement touchés et justification de ce choix par les incidences économiques et sur l'emploi correspondantes estimées sur la base de la présentation visée à la section 1.1

Les émissions des GES en Provence-Alpes-Côte d'Azur représentent environ 10 % du total national, pour 7,6% de la population et 6,9% du PIB. L'industrie et le transport routier en constituent les principales sources, avec respectivement 39 et 32%, suivis de la production d'énergie 20%. Au total, ces trois secteurs représentent 91 % des émissions régionales.

La région se caractérise par un tissu industriel fortement émetteur de GES. Les dix sites industriels les plus émetteurs représentent 30% du total régional d'émissions de GES. La présence d'industries chimiques et pétrochimiques, des secteurs de la métallurgie et de l'agroalimentaire explique en grande partie ces niveaux d'émission de GES auxquels il faut ajouter le transport autoroutier.

Cependant, en termes d'emplois, la région est relativement peu industrielle avec près de 9% d'emplois salariés soit 155 000 salariés dans la vision la plus restrictive de l'emploi salarié industriel et un volume d'emplois industriels « indirects » estimé entre 215 000 et 426 000. L'économie de Provence-Alpes-Côte d'Azur est donc majoritairement tournée vers l'économie présentielle qui concentre l'essentiel des emplois (70% des emplois selon l'INSEE). Sur un plan socio-économique d'ensemble, la région crée des emplois mais souffre depuis de nombreuses années d'un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale, d'une part d'actifs également plus faible et de taux de pauvreté particulièrement élevés dans certaines concentrations urbaines dont Marseille.

Ces activités industrielles sont fortement concentrées à l'Ouest du la région et particulièrement dans le département des Bouches-du-Rhône dont le positionnement géostratégique particulier, au croisement des flux européens et ouvert sur la Méditerranée en fait un hub international. Ce département concentre les secteurs industriels, à la fois les plus créateurs de richesse pour le territoire régional mais également les plus émetteurs de GES. A lui seul, le site de Fos-sur-Mer, représente plus de la moitié des émissions industrielles régionales.

Les émissions totales de GES du département en 2018 représentent 19,8 millions de Teq CO₂ (MTES). Les industries les plus émettrices de GES représentent 15 millions de Teq CO₂ et sont concentrées dans 4 secteurs : cokéfaction et raffinage, industrie chimique, fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (ciment) et métallurgie (sidérurgie). La centrale thermique de Gardanne Meyreuil est également fortement émettrice de GES avec 1,3 million de Teq CO₂ pour 2018.

Les principaux bassins d'émission de GES sont répartis ainsi sur le territoire :

- **Le complexe industrialo-portuaire Fos-Berre** : vaste territoire pétrochimique et sidérurgique, de production énergétique, de traitement des déchets et d'industrie extractive ;
- **Le bassin minier de Provence** où intervient la fermeture de la centrale à Charbon Gardanne Meyreuil en 2022 ;
- **La commune de Marseille** qui émet des GES dans les domaines agrochimiques et métallurgiques.

L'analyse des bassins d'emplois impactés par la transition s'appuie sur la délimitation des zones d'emploi INSEE définies comme un ensemble de communes dans lequel la plupart des actifs résident et travaillent. Ce zonage d'étude est basé sur les déplacements domicile-travail régulièrement mis à jour. Ainsi les principales zones d'emploi industriel impactées par la transition sont les suivantes :

- Zone d'emploi **Martigues Salon regroupant 26 communes, 7889 emplois pour 14 millions de Teq CO₂** (4 secteurs industriels, 2018) ;
- Zone d'emploi **Aix-en-Provence regroupant 61 communes, 1209 emplois pour 1,6 millions de Teq CO₂** (4 secteurs industriels + centrale, 2018) ;
- Zone d'emploi **Marseille regroupant 33 communes, 2160 emplois pour 0,5 million de Teq CO₂** (4 secteurs industriels, 2018).

L'analyse des données socio-économiques a permis de souligner la **forte spécialisation des activités industrielles** qui se traduit également par une **forte spatialisation** sur le territoire. D'autre part, les indicateurs sociaux montrent de **grandes disparités** entre zones d'emplois et entre communes. Les besoins en remobilisation, accompagnement pour le retour à l'emploi, formations sont particulièrement importants, notamment dans les secteurs les plus pauvres situés à l'Ouest du département.

Associées, les analyses des principaux bassins d'émission de GES et des bassins d'emplois montrent que 92 communes des 119 communes du département (soit 77 %) sont impactées directement par la transition.

L'analyse de l'impact de la transition sur le territoire doit également s'appréhender au travers des infrastructures de transport autour desquelles les industries sont implantées : l'hinterland Marseille-Fos dispose d'une capacité d'acheminement quadri modale (route, rail, fleuve et pipeline) vers toute l'Europe. L'exemple du Port de Marseille-Fos démontre le poids des activités industrialo portuaires dans l'écosystème des Bouches-du-Rhône et le rôle structurant du port dans la dynamique économique du département. Le complexe industrialo-portuaire de Marseille-Fos rassemble 1 500 établissements du département relevant de l'une des cinq grandes familles professionnelles de la chaîne d'activité portuaire : services aux navires et logistique maritime, services à la marchandise et logistique terrestre, les industries, les services de support, acteurs publics. Fin 2013, cet ensemble emploie 41 500 salariés répartis sur 62 communes dont la géolocalisation montre une dispersion sur l'ensemble du département. Les industriels sont les premiers employeurs (36 % de l'ensemble), devançant services à la marchandise (24 %) et services aux navires (23 %). Les activités productives de ce complexe génèrent une valeur ajoutée : leur part dans la richesse dégagée du département (10,7 %) dépasse leur part dans l'emploi salarié (7,5 %). Si l'activité est polarisée dans les bassins Est et Ouest du port, 8 salariés sur 10 ne vivent pas dans la commune où ils travaillent : **en termes d'emplois, les activités industrialo-portuaires de cette zone ont un impact bien au-delà de leur implantation géographique.**

Ces considérations permettent de délimiter la zone d'éligibilité du FTJ à l'intégralité des 119 communes du département des Bouches-du-Rhône qui représentent une population globale de 2 034 357 habitants (INSEE, 2018) soit un ratio de FTJ de 104 € / habitant.

2. Évaluation des défis en matière de transition pour chacun des territoires désignés

2.1. Évaluation des conséquences économiques, sociales et territoriales de la transition vers une économie neutre pour le climat

Référence: Article 11(2)(c)

Champ de texte [12 000]

Désignation des activités économiques et des secteurs industriels touchés, en distinguant:

- les secteurs en déclin qui devraient cesser ou considérablement réduire leurs activités liées à la transition, y compris le calendrier correspondant ;*
- les secteurs en transformation qui devraient modifier leurs activités, leurs procédés et leurs productions.*

Pour chacun de ces deux types de secteurs:

- les pertes d'emplois et les besoins de requalification attendus, en tenant compte des prévisions en matière de compétences;*
- le potentiel de diversification économique et les possibilités de développement.*

L'industrie dans le département des Bouches-du-Rhône se caractérise par **4 secteurs d'activités clés : mécanique et métallurgie ; chimie et pétrochimie ; activité maritime ; aéronautique**. En appui, 3 secteurs d'activités permettent de traiter les flux inhérents à l'industrie : **production d'énergie, transport et déchets**.

Le département concentre plus de 80 000 emplois directs (salariés et non-salariés), soit près de la moitié des effectifs de l'industrie régionale selon l'INSEE (2021) et un nombre d'emplois industriels indirects estimé à 116 000 (coefficient multiplicateur de 1,45). Sur le seul champ des emplois salariés identifiés par la statistique publique, c'est-à-dire sur les 75 000 emplois industriels salariés du département, **on peut estimer à environ 60% la proportion de salariés travaillant dans un secteur d'activité énergivore et amené à opérer une transition. Au final, quelques 110 000 emplois directs et indirects seraient impactés par la transition bas-carbone**.

La richesse dégagée par ces secteurs et leur contribution à la richesse régionale est significative. Sur le seul pourtour de l'étang de Berre qui concentre près de 53 000 emplois, l'INSEE a estimé que la richesse dégagée par les établissements de l'industrie et de trois services connexes (transports-entreposage, commerce de gros, activités de services et de soutien) **s'est élevée à 5 milliards d'euros en 2018, soit 60% de la richesse produite par l'ensemble du secteur marchand**. Du point de vue des flux économiques entre territoires, et notamment des flux de salaires versés à l'extérieur du département, **ces activités industrielles sont un important producteur de richesses qui bénéficient à l'ensemble du territoire régional et plus particulièrement aux zones d'emplois et aux bassins de vie des territoires situés en périphérie du territoire métropolitain d'Aix-Marseille** (INSEE 2018).

Cependant, les enjeux environnementaux auxquels sont confrontés ces secteurs sont colossaux. La part de l'industrie dans les émissions de GES du département des Bouches-du-Rhône est de 49%, principalement imputables aux sites soumis à quotas (36% des émissions de CO2).

Les secteurs en déclin ou en transformation particulièrement touchés par la transition sont listés ci-après.

Mécanique et métallurgie

Majoritairement concentrée autour de l'Étang de Berre, la métallurgie émet 53 % des émissions de GES issues du secteur industriel de la Région pour 10 400 emplois salariés directs et 14 000 emplois salariés indirects. La réduction des activités dans ce secteur aurait donc une forte incidence économique et sociale. La délocalisation ne constituerait aucunement une garantie de meilleur bilan environnemental global. Le principal enjeu pour la filière est donc la transformation de son appareil productif par la mise en œuvre de **technologies et de procédés moins énergivores** et la **formation des salariés** actuels à leur utilisation.

Chimie et pétrochimie

La région est la deuxième en France pour la production chimique. La chimie représente plus de 2 400 établissements et 14 000 emplois salariés directs et plus de 20 000 emplois

salariés indirects. Les sites industriels de Fos sur mer, Berre l'Etang, et Lavera constituent les principaux pôles chimiques européens (10 000 emplois). En outre, le département compte 3 des 11 raffineries françaises. Le principal enjeu pour la filière en matière d'emploi, est celui de la **formation des salariés** actuels à l'utilisation de **technologies et de procédés moins énergivores**. Le **développement de l'externalisation des utilités**, actuellement plus faible qu'au niveau national, et le déploiement de **l'écologie industrielle et territoriale** constituent d'autres voies de reconversion envisageables.

Aéronautique, spatial, naval

Avec 565 établissements employeurs et près de 20 000 employés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, la région est le deuxième pôle aéronautique français, adossée à deux aéroports internationaux et à la présence de plusieurs grands groupes mondiaux, concentrés à Marignane. Moins que les émissions sur le territoire, les enjeux de la transition vers une économie neutre portent sur les modifications profondes nécessaires pour la **conception des futurs produits à développer, voire à inventer** (gestion de l'énergie à bord, efficacité de la propulsion...).

Maritime, portuaire et logistique

Le secteur maritime, portuaire et logistique a une importance stratégique pour la région, notamment avec le port de Marseille-Fos, premier port français en trafic global (80 millions de tonnes). Fort de la présence de la CMA CGM et du Grand port maritime de Marseille, la zone Marseille-Aubagne concentre près de la moitié des emplois (11 600) et plus de 40 % de la richesse dégagée maritime de la région. Les émissions de GES des activités directes au sein du GPMM représentent un total annuel de 5 152 teqCO₂, le trafic maritime en représentant 99 %. Les enjeux portent sur l'objectif de réduction des émissions de CO₂ par activité de transport d'au moins 40% d'ici 2030. Au troisième rang français pour la logistique, le secteur représente, en région, environ 108 000 emplois, soit 9 % de l'emploi salarié, et dont près de la moitié sont liés directement ou indirectement aux activités du GPMM. Les objectifs de développement du port prévoient notamment de passer de 1,4 millions de conteneurs/an actuellement à 3 millions à l'horizon 2030. Les principaux enjeux pour ces secteurs sont **l'utilisation de technologie et de procédés moins émetteurs de GES** et la **formation des salariés** actuels.

Transports

De même, les transports terrestres, maritimes et fluviaux constituent la seconde source d'émissions de gaz à effet de serre de la Région (32%) et une source majeure de pollution de l'air. Cette situation s'explique notamment par un transport des marchandises et de matières premières fortement carboné et d'un déficit en matière d'infrastructures ferroviaires ne permettant pas de proposer une offre ferroviaire compétitive par rapport aux autres modes de transport pour l'industrie. Décarboner implique, entre autres, le **développement des carburants alternatifs, le report modal et le déploiement des infrastructures associées**.

L'énergie

La consommation énergétique de la région est encore massivement carbonée. La production d'énergie primaire dans la région est 100 % renouvelable provenant principalement de l'hydraulique, du bois énergie et des déchets. En revanche, cette production ne couvre que 10 % de sa consommation totale (40 à 60 % sur l'électricité). En effet, les raffineries et autres centrales thermiques ne produisent aucune énergie mais ne font que transformer une forme d'énergie (pétrole, gaz) en une autre (carburant, fioul, électricité). Cette transformation d'énergie amène une variabilité des émissions dans la région qui représente 20% de ses émissions de GES. Le secteur industriel consomme 37% de l'énergie en raison notamment de la présence des grandes infrastructures industrialo-portuaires cités précédemment (métallurgie, pétrochimie).

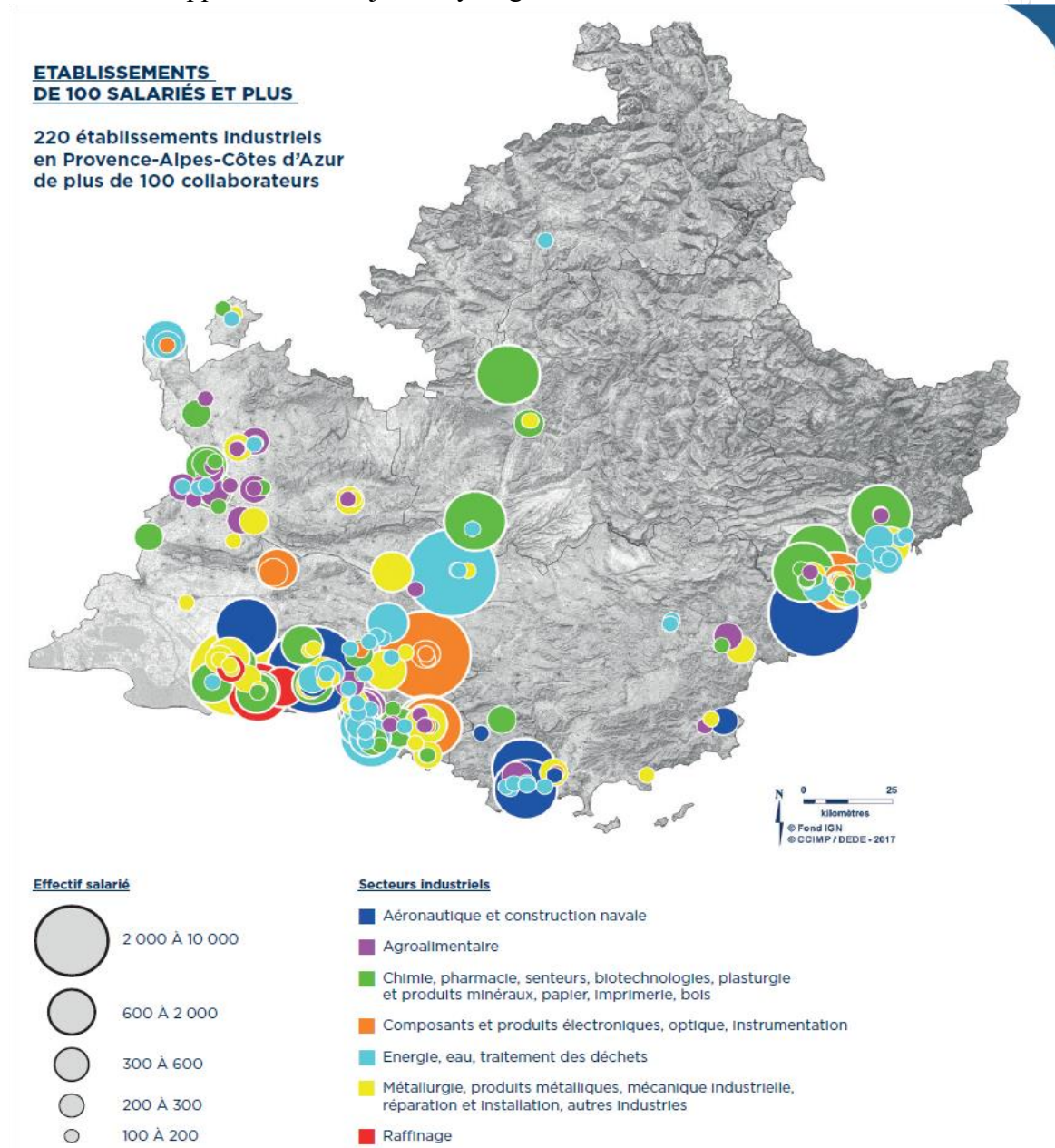
La filière énergétique en région est directement impactée par les objectifs européens et nationaux de transition énergétique. Le territoire compte l'une des quatre dernières centrales thermiques fonctionnant au charbon à Gardanne-Meyreuil. La centrale de Provence a été fermée sur sa tranche charbon d'où une perte de 98 emplois directs, 37 entreprises sous-traitantes impactées et 86 salariés du port de Marseille-Fos. Le Pacte pour la transition écologique et industrielle élaboré pour accompagner la fermeture de la centrale, ambitionne de développer de nouvelles activités axées sur les filières bois, économie circulaire, énergies renouvelables et mobilité décarbonée et l'utilisation de dispositifs d'accompagnement des salariés touchés.

En matière d'énergies renouvelables, la région possède pourtant d'indéniables potentiels : 1er gisement solaire en France avec 300 jours d'ensoleillement par an, 2ème région forestière, 2ème région hydraulique, des ressources d'énergies marines encore inexploitées, etc. La forte dépendance énergétique de la région illustre ainsi la nécessité d'optimiser la production et la gestion de l'énergie. Il s'agit donc d'un domaine de diversification important, et essentiel à l'atteinte des objectifs énergétiques régionaux et européens. De plus, selon la stratégie de décarbonation de la Région, les investissements dans les ENR pourront assurer la création ou le maintien d'environ 1000 emplois par an sur la période 2012-2050. **L'éolien offshore flottant**, filière en cours de structuration au large du golf de Fos, constitue une voie de diversification et de reconversion pour des entreprises issues de secteurs carbonés. Elle a un potentiel de création d'emplois en région significatif : passage de 2 000 à 3 000 emplois en un an et perspectives de 19 200 emplois directs à horizon 2028. **L'hydrogène**, s'il est produit à partir d'énergies renouvelables, constitue également une piste pour décarboner l'économie régionale (-15% en 2050 par rapport en 2012), tout en favorisant le développement d'une nouvelle filière économique prioritaire aux plans régional et national. **La récupération de chaleur, la production thermique par le biogaz et le bois énergie** sont d'autres filières pour lesquelles la région dispose d'un potentiel et qui permettront la diversification énergétique du territoire.

Les déchets

L'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire identifie 486 structures de réemploi sur le territoire régional et plus de 500 emplois. Le secteur des éco-matériaux ainsi que celui facilitant la réutilisation des matériaux est une voie de développement économique pour les entreprises et un débouché pour les salariés

impactés par ces transformations. En effet, la mise en place de nouveaux intrants matières nécessite la structuration de filières de recyclage, créatrice d'emplois et permettant la transformation des activités pour réduire les émissions de GES et garantir leur compétitivité. Les activités de recyclage, de revalorisation de matériaux et de modification de process productifs peuvent s'insérer dans la zone industrialo portuaire de Fos-Berre et consolider les positions commerciales des entreprises qui y sont implantées. En effet, l'écologie industrielle territoriale permet l'échange de ressources (énergies, matières) et de services entre industries. Les Bouches-du-Rhône s'y prêtent particulièrement en raison de la densité industrielle. La plateforme industrialo-portuaire PIICTO développe d'ores et déjà des synergies.



Le poids économique des secteurs industriels les plus impactés par la transition écologique et le rôle d'entraînement que ceux-ci ont pour toute l'économie régionale est à mettre en perspective avec la situation socio-économique dégradée du département.

Des pertes d'emplois dans ces secteurs, qui sont des moteurs de l'économie régionale, mettraient l'économie du département et celle de la région dans son ensemble dans une situation de grande difficulté.

Le département des Bouches-du-Rhône compte plus d'emplois de la sphère productive que la moyenne régionale (32,4% des emplois contre 28,7%) notamment autour de l'étang de Berre et dans le golfe de Fos-sur-Mer.

Fin 2020, le département compte 207 228 demandeurs d'emploi dont 102 067 de plus d'un an. **Le taux de chômage est au 3^{ème} trimestre supérieur à la moyenne nationale avant la crise du COVID** (10,4% contre 8,6% en France métropolitaine). De manière générale, le taux de chômage présente une grande variabilité, selon les communes des deux bassins d'emploi étudiés qui recensent un nombre moyen d'habitants relativement faible, de l'ordre de 12 800 personnes en moyenne. **Le taux de chômage des jeunes est également plus élevé** que dans le reste de la population.

L'industrie ne représente pas la majorité de l'activité avec un taux respectif de 7,6% et 6,1% du total des deux zones d'emplois INSEE Martigues-Salon et Aix-en-Provence, elle n'en restera pas moins prioritaire dans le cadre du PTJ, de nouveaux métiers émergents verts ou verdissants étant à promouvoir. Plus spécifiquement, le territoire Est Etang de Berre est marqué par la prépondérance des secteurs du commerce, de la construction et des activités scientifiques. A noter une carence de candidats qualifiés dans les secteurs d'activité dits en tension : industrie, maintenance, BTP, restauration et soins paramédicaux.

Le taux de pauvreté cumulé des deux zones d'emplois industriels est en moyenne de 12,65 %, ce qui est inférieur au département (14,5%) et à Marseille (supérieur à 50% dans de nombreux quartiers relevant de la politique de la ville). La pauvreté se concentre ainsi dans les communes de Marseille, d'Arles et de Tarascon.

Le département des Bouches-du-Rhône occupe le **6^{ème} rang des départements les plus inégalitaires de France** : 18,2% des personnes y vivent sous le seuil de pauvreté, soit 3,8 points de plus qu'en France métropolitaine. Il en ressort des besoins forts **d'accompagnement social des publics les plus en difficulté** qui doivent être associés à une réflexion sur la mobilité entre domicile et lieu de travail.

Principales données du profil social

Indicateurs	Zone emploi Martigues- Salon	Zone emploi Aix-en- Provence	Département Bouches-du- Rhône	Région Provence-Alpes- Côte d'Azur
Nbr de ménages fiscaux en 2018	133 853	168 024	861 714	2 245 875
Part des ménages fiscaux non imposés	48.60%	40.10%	48.7%	48.7%
Taux de pauvreté	14.5%	10.8%	18.7%	17.3%

Familles monoparentales	15 850	17 681	108 770	250 959
Nb total de logements	151 127	204 881	1 021 226	3 067 857
<i>Dont propriétaires</i>	53,5%	55,3%	50,9%	54,5%

Source : INSEE, données 2018.

L'analyse des filières les plus émettrices de GES associée à la situation de l'emploi et de la pauvreté doivent permettre d'adapter l'accompagnement des salariés et des demandeurs d'emploi aux métiers d'avenir ou en tension identifiés.

2.2. Besoins et objectifs de développement d'ici à 2030 en vue de parvenir à une économie de l'Union neutre pour le climat d'ici 2050

Référence: Article 11(2)(d)

Champ de texte [6 000]

- *Besoins de développement pour faire face aux défis de la transition;*
- *Objectifs et résultats attendus par la mise en œuvre de la priorité du FTJ, y compris la contribution attendue en termes de création et de préservation d'emplois*

L'analyse prospective des données de l'emploi par secteur entre 2010 et 2030 pour la région montre que malgré la création de 2,1 millions d'emplois potentiels à horizon 2030 dans les activités présentes et les services, le fort repli de l'industrie devrait perdurer dans les secteurs de la chimie, plasturgie, métallurgie, bois et papier, réparations et installations de machines.

Toutefois, l'industrie est particulièrement résiliente dans les Bouches-du-Rhône en raison de spécialisations industrielles de pointe qui lui a permis de résister notamment à la crise de 2008, et ce malgré un contexte de chômage élevé et de fragilité sociale (inégalités, pauvreté). La crise du COVID-19 a mis en lumière l'importance de l'industrie dont l'une des caractéristiques est sa dépendance à la conjoncture internationale (le coût des matières premières, les tensions commerciales, les effets d'un euro fort) et européenne. Reposant intégralement sur des chaînes logistiques longues et intégralement dépendantes de la disponibilité en pétrole (transport de marchandises, de matériaux et de composants intermédiaires principalement par la route, le bateau ou à la marge l'avion), le système productif est aujourd'hui très vulnérable aux crises.

Décarboner l'industrie est un enjeu incontournable pour minimiser les impacts socio-économiques de la transition, à la fois pour lui assurer sa propre résilience et limiter ainsi les pertes d'emplois et pour rendre possible la transformation de l'ensemble de l'économie. Les efforts de décarbonation engagés depuis les années 1990,

principalement mené par le secteur de la chimie, restent très insuffisant pour atteindre les objectifs ambitieux européens, français ou régionaux (réduction de 80 % à 2050). C'est sur l'industrie lourde que pèse la principale part des efforts à mener : chimie, métallurgie (principalement la sidérurgie) et l'industrie des matériaux de construction (principalement le ciment).

L'intervention du Fonds de Transition Juste a pour objectif d'accompagner la transformation, la reconversion et la diversification économique des activités industrielles les plus émettrices de GES du département pour préserver les emplois et renforcer le dynamisme économique du territoire. Pour ce faire plusieurs défis sont à relever :

Le défi de la **neutralité climatique** implique des changements plus ou moins importants de l'appareil productif, des produits finis et des compétences clés du personnel. Il pourra également conduire à la création d'activités nouvelles entraînant une véritable diversification économique. La réduction des pollutions doit être intégrée aux choix des industriels à tous les niveaux afin de répondre aux enjeux de cadre de vie et de santé publique (pollution de l'air, des eaux, odeur, déchets...). Ceci implique des changements profonds et permettra de changer l'image des industriels auprès des populations.

Le **défi de l'accompagnement social à cette transition** passera par la reconversion et la formation des travailleurs dans les secteurs en transformation, ainsi que par la préparation à la mobilité vers d'autres emplois pour les secteurs en déclin. L'impact des fermetures d'établissements liées à la transition écologique sur l'économie locale constituera un point central dans le volet social du FTJ. Au-delà des métiers émergents correspondant aux filières prioritaires du diagnostic et aux grands projets de territoire, les formations vers les métiers en tension ou correspondant aux activités majoritaires dans les bassins d'emplois étudiés des Bouches-du-Rhône (commerces, transport, logistique, numérique...) pourront, également être soutenues.

L'accompagnement des TPE-PME à la transition sera assuré sous la forme **d'actions de Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC)** pour adapter les besoins de formation ou recenser les besoins de recrutement à venir. Il passera également par la sensibilisation des TPE-PME aux questions de l'écologie industrielle : approvisionnements communs, services communs et partages d'équipements ou de ressources.

L'adaptation de l'appareil de formation aux nouveaux emplois nécessitera la mise en place d'actions d'ingénierie de compétences sur les territoires ciblés. Selon la typologie de public, des **actions de remobilisation** ciblées avec découverte des métiers ou des formations certifiantes sur les métiers d'avenir écologique seront mises en œuvre.

Ainsi, **l'intervention du FTJ permettra de minimiser les effets de la transition sur les publics les plus fragilisés ou les salariés dont le métier est amené à évoluer** (suppressions d'emploi, modifications de la typologie des offres d'emploi, du type de compétences et du niveau de qualification requis, de la répartition géographique des emplois) et de leur offrir une chance de réinsertion via une remobilisation adaptée et des partenariats entre les acteurs de l'insertion (PLIE, missions locales, pôle emploi, AFPA ...) et les entreprises. Des outils existants et ayant fait leurs preuves tels que les chantiers d'insertion ou les Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification, pourront être mobilisés.

Pour relever tous ces défis, dans une dynamique de transformation pérenne des activités industrielles les interventions suivantes apparaissent comme les plus pertinentes pour le territoire :

- Des **développements technologiques** (recours à l'hydrogène produit par électrolyse, recyclage chimique etc.) qui impliquent d'être précédés par des étapes de recherche et développement afin de les identifier, développer, tester et valider (Axe 1) ;
- D'investissements dans la transformation et la diversification de **l'appareil productif, des entrants et de la logistique des industries les plus émettrices** : efficacité énergétique, changement des combustibles des fours, recyclage mécanique, sobriété etc.. (Axe 2, 4 et 5) ;
- De traitement des sites industriels pollués orphelins pour l'implantation de nouvelles activités compatibles aux objectifs du FTJ (Axe 3) ;
- De **formations adaptées des travailleurs et demandeurs d'emplois** sur des métiers nouveaux ou en transformation qui impliquent également la préparation à la mobilité vers d'autres emplois et un accompagnement spécifique des actifs. (Axe 6 à 9)

Ce soutien a vocation à maintenir des emplois menacés, d'en créer dans de nouvelles activités et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il permettra ainsi de conserver et renforcer la position du département sur des activités stratégiques à forte valeur ajoutée, minimisant les impacts socioéconomiques de la transition vers une économie neutre en carbone.

2.3. Cohérence avec d'autres stratégies et plans nationaux, régionaux ou territoriaux pertinents

Référence: Article 11(2)(e)

Champ de texte [6 000]

- *Stratégies de spécialisation intelligente;*
- *Stratégies territoriales visées à l'article 29 du règlement (UE) [nouveau RPDC];*
- *Autres plans de développement régionaux ou nationaux.*

Le PTJ s'inscrit en cohérence avec les autres stratégies et plans élaborés à l'échelle nationale, régionale et territoriale. Il constitue un levier d'intervention pour participer à l'atteinte des objectifs qui y sont fixés.

Cohérence avec les politiques et plans nationaux

Au-delà du Plan Climat présenté précédemment (1.1), le PTJ est aligné avec les enjeux et priorités identifiés par la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), feuille de route pour la France afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Pour l'industrie, la SNBC prévoit une émission totale du secteur (hors production d'énergie) de 16 MtCOeq en 2050, contre 82 en 2015 soit une baisse de 80%. L'intervention du Fonds de Transition Juste s'inscrit également dans la programmation pluriannuelle de l'énergie pour 2019-2023, qui prévoit, entre autres, la fermeture des quatre dernières centrales à charbon de France dont celle de Gardanne d'ici 2022. Cette intervention s'inscrit également dans la feuille de route pour l'économie circulaire élaborée en 2018 qui vise à établir des modes de consommation et de production durables. Enfin, l'intervention du FTJ s'inscrira en articulation avec les Plans de Transition Sectoriels. Ces plans construisent des scénarios de décarbonation visant à atteindre les objectifs de réduction des émissions de la France pour l'industrie de 80% d'ici 2050 par rapport à 2015. Ils quantifient les impacts sur les coûts de production, évaluent les besoins d'investissements et analysent les mutations en emplois pour identifier les actions à mettre en place.

Cohérence avec les politiques et plans régionaux

De même, dans un souci de cohérence et d'articulation entre l'intervention du FTJ et les dispositifs gérés par la région, le PTJ a été construit sur la base des orientations fixées par les principaux plans régionaux et dans l'esprit de renforcer la dimension de « transition juste » des actions proposées.

La Région a adopté le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable, et d'Égalité des Territoires (SRADDET) en 2019. Elle ambitionne d'être la première région française neutre en carbone d'ici 2050 et fixe des objectifs de réduction d'émissions par secteur. Le plan de décarbonation énergétique d'avril 2020 et le Plan Climat 2 opérationnalise la voie à suivre, en accord avec les objectifs du PTJ (décarbonation des procédés industriels, diversification des filières etc...).

Au niveau régional et au-delà du SRADDET, il existe un cadre stratégique dense en lien avec les thématiques couvertes par le PTJ : Stratégie Régionale de Spécialisation Intelligente (S3) ; Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, et de l'Innovation (SRESRI) ; Schéma Régional de Développement Économique, de l'Innovation et de l'Internationalisation (SRDEII) ; Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP)... Les secteurs prioritaires identifiés dans le PTJ correspondent pour la plupart aux domaines inscrits dans le SRDEII mais aussi dans la S3 : énergies de demain et transition énergétique, industries du futur, économie de la mer, naturalité, aérospatial-sécurité-défense, transition écologique. Pour rappel, la S3 se décline en trois objectifs stratégiques en cohérence avec ceux du PTJ : créer de la valeur et de l'emploi par les domaines stratégiques ; accompagner la croissance des entreprises par un écosystème régional renforcé ; faire de la lutte contre le changement climatique un moteur du

développement économique régional. Ces objectifs rejoignent le PTJ, à la fois dans le volet transformation, reconversion et diversification économique des activités industrielles les plus émettrices de GES du département mais aussi dans le volet accompagnement social de cette transition.

Cohérence avec les stratégies territoriales et les grands projets de territoire en cours

A l'échelle locale, le PTJ s'inscrit dans l'objectif central de la stratégie territoriale de la métropole Aix-Marseille-Provence. Cette stratégie est élaborée dans le cadre de l'Investissement Territorial Intégré dont elle bénéficie au titre de la priorité 5 du programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027. Cet objectif central vise à renforcer la cohésion sociale et territoriale de la métropole, en complémentarité avec le volet social du PTJ.

Le PTJ s'inscrit également dans le Pacte pour la transition écologique et industrielle du territoire de Gardanne Meyreuil élaboré pour accompagner la fermeture de la centrale. Il ambitionne de développer de nouvelles activités sur le site et prévoit l'utilisation de dispositifs d'accompagnement des salariés touchés, pour sauvegarder l'emploi sur le territoire. Ces nouvelles activités seront axées sur quatre thématiques : filière bois, économie circulaire, énergies renouvelables et mobilité décarbonée. Le FTJ viendra en appui financier d'une partie des projets identifiés dans le Pacte, et pour le volet social en complémentarité du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) en cours ainsi que du décret d'application de l'ordonnance n° 2020-921, portant diverses mesures d'accompagnement des salariés dans le cadre de la fermeture des centrales à charbon. Les différentes entreprises pouvant relever de l'ordonnance pourront être associées au dispositif « Transitions collectives » en fonction des projets engagés.

Enfin la mise en œuvre du FTJ permettra d'accompagner les projets de territoire structurant permettant la transition juste des Bouches-du-Rhône et devra être articulé avec la mise en œuvre de la stratégie pauvreté et de l'axe 2 du Pacte régional d'investissement dans les compétences piloté par pôle emploi et la Région. Accessoirement, le FTJ devra intervenir en additionnalité avec les plans départementaux d'insertion.

2.4. Types d'opérations envisagées

Champ de texte [12000]

Référence: Article 11(2)(g)

- types d'opérations envisagées et leur contribution attendue pour atténuer les effets de la transition

Axe stratégique	Typologie d'actions	Résultats attendus
1) AMELIORER LES CAPACITES DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET	Projets de recherche, développement ou d'innovation dans l'éco-conception et l'éco	Intégrer l'innovation dans l'industrie et changer les process en faveur de l'éco production,

D'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE POINTE POUR AMORCER LA TRANSITION INDUSTRIELLE	production industrielle	d'écoconception
2) MASSIFIER L'USAGE DES TECHNOLOGIES, SYSTEMES ET INFRASTRUCTURES POUR DES ENERGIES LES MOINS POLLUANTES	Investissement dans des infrastructures et équipements de production, stockage et récupération d'énergies. <i>Exemples : éoliennes terrestres sur les sites industriels, éoliennes offshore, réseau de chaleur et de froid, unité de gazéification, électrolyseurs</i>	Diversification et augmentation de la production, du stockage des énergies renouvelables et les moins polluantes Réduction de la quantité d'énergies résiduelles produites par les industries de production (gaz, vapeur, eaux chaudes et froides récupérées et valorisées)
	Récupération de chaleur fatale Amélioration des procédés industriels sur le plan énergétique	Développement de process et d'équipements associés permettant la réduction de la consommation d'énergies dans l'industrie
	Infrastructures et équipements à faible émission de GES de transport de marchandises et de voyageurs des bassins d'emplois industriels ciblés (usage et distribution de carburant alternatif) <i>Exemples : électrification à quai des navires et des lignes ferroviaires, fret ferroviaire, mobilité hydrogène</i>	Réduction des émissions de GES dans les transports ciblés
3) DECONTAMINER ET REHABILITER LES SITES INDUSTRIELS POLLUES	Décontamination de site en vue d'une réhabilitation poursuivant les objectifs du FTJ ou d'une restauration écologique Démantèlement de matériaux contaminés vers des filières adaptées	Sites décontaminés et restaurés pouvant être réhabilités dans les objectifs du FTJ (production d'ENR ; traitement des déchets ; diversification économique industrielle)

4) RENFORCER L'ECOLOGIE INDUSTRIELLE	<p>Infrastructures et équipements de démantèlement / traitement pour la valorisation des déchets ou stockage nécessaire et associées à la valorisation</p> <p>Intégration des matières premières secondaires dans les procédés de production</p> <p><i>Exemples : plateforme de valorisation des déchets, déconstruction des navires, trains et aéronefs pour réemploi ou transformation en matière première secondaire, unité de création d'éco matériaux.</i></p>	<p>Baisse significative de la consommation de matières premières associées aux activités de productions industrielles</p> <p>Procédés industriels optimisés/mutualisés (matériaux issus des industries, du BTP, de l'aéronautique, des activités maritimes et ferroviaires, matériaux recyclés, biosourcés et géosourcés)</p> <p>Marché des matières première secondaires structuré</p>
5) INVESTIR DANS L'APPAREIL PRODUCTIFS DES PME ET TPE, CONDUISANT A LA DIVERSIFICATION ET A LA RECONVERSION ECONOMIQUE	<p>Investissement dans les appareils productifs</p> <p>Aménagements strictement nécessaires à la diversification et/ou reconversion de la production industrielle</p>	<p>Emergence de nouvelles activités économiques liées à la diversification et la reconversion de l'industrie</p>
6) RECONVERSION ET FORMATION DES SALARIES	<p>Accompagnement social de la fermeture du site de l'usine à charbon de Gardanne</p> <p>Reconversion/Formation des salariés aux métiers de la transition écologique</p> <p>Accompagnement à la mobilité professionnelle</p>	<p>Adaptation et développement des compétences visant une reconversion, un reclassement ou un maintien en emploi en améliorant le taux d'emploi</p> <p>Amélioration de la mobilité</p>
7) APPUI A LA GESTION PREVISIONNELLE DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES (GPEC) ET SENSIBILISATION A	<p>Accompagnement des PME/PMI à la reconversion et au développement de leurs activités ainsi qu'à la</p>	<p>Maintien ou développement de l'emploi dans les bassins impactés.</p> <p>Elargissement de leur</p>

L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE	<p>transition numérique par des actions de GPEC, dont les sous-traitants impactés par les fermetures ou les reconversions de leurs commanditaires notamment sur les métiers porteurs et les filières d'avenir écologique</p> <p>A titre d'exemple : Accès et augmentation du taux de labellisation « reconnu garant de l'environnement » (RGE) pour les TPE PME du territoire des secteurs liés à la rénovation du bâti</p> <p>Sensibilisation des TPE-PME aux questions de l'écologie industrielle</p>	<p>clientèle, meilleurs accès aux marchés publics locaux</p> <p>Mutualisation de moyens entre TPE-PME – Economies d'échelle – et développement des circuits courts (approvisionnement...).</p>
8) ACCES A L'EMPLOI ET DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES A DESTINATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI	<p>Accompagnement vers l'emploi pouvant prendre la forme d'actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • de découverte des métiers, mises en situation professionnelle (PLIE, Pôle emploi, Maison Locale) • de formations (non financées par le FSE+) • d'essaimage de projets déjà conduits sur le territoire national avec succès (GEIQ...) • de développement de l'accès à l'apprentissage et à l'alternance 	<p>Favoriser l'accès à l'emploi</p> <p>Faire connaître les opportunités d'emploi liées à la transition écologique</p> <p>Mettre en adéquation les compétences des demandeurs d'emplois avec les besoins des entreprises pour améliorer leur employabilité</p> <p>Renforcer le dynamisme local afin de maintenir un taux d'emploi et un revenu médian acceptable</p> <p>Augmenter le nombre d'entrées en apprentissage</p> <p>Augmenter le nombre de</p>

	<p>Financement de chantiers d'insertion</p> <p>Les filières concernées par ces actions sont celles identifiées dans le PTJ ou les métiers en tension des territoires impactés.</p>	<p>places en chantiers d'insertion œuvrant sur des filières « vertes » : ressourcerie, recyclage, espaces-verts ...</p>
<p>9) APPUI A LA FORMATION CONTINUE ET INITIALE A VOCATION PROFESSIONNELLE</p>	<p>Développement de l'offre de formation et des capacités des structures, y compris via des actions d'ingénierie.</p> <p>Les filières concernées par ces actions sont celles identifiées dans le PTJ</p>	<p>Développement d'une offre de certification adaptée</p> <p>Développement de l'offre de formation locale</p> <p>Réduction des métiers en tension</p> <p>Renforcement et développement de l'attractivité des filières auprès des actifs et des jeunes.</p>

Du fait de l'importance stratégique de leurs activités en région et de leur contribution aux émissions de GES, le PTJ soutiendra à la fois les **PME, les jeunes entreprises, les grandes entreprises dont celles soumises à quota, les associations, les sociétés de projet et les collectivités territoriales**. Sur le volet social, cet accompagnement visera à la fois les **salariés, les publics jeunes, les adultes et les jeunes demandeurs d'emploi** en respect de la définition nationale des demandeurs d'emplois **mais aussi les TPE-PME**. L'impact sur l'emploi local de la fermeture d'établissements, et notamment sur les métiers de services, sera également traité.

Référence: Article 11(2)(h)

À ne remplir que si l'aide est accordée à des investissements productifs dans des entreprises autres que des PME:

- une liste indicative de ces opérations et entreprises et, pour chacune d'elles, la justification de la nécessité d'un tel soutien au moyen d'une analyse des lacunes démontrant que les pertes d'emploi attendues dépasseraient le nombre prévu d'emplois créés sans cet investissement.

Mettre à jour ou compléter cette section dans le cadre de la révision du plan territorial de transition juste, selon la décision relative à la fourniture d'un tel soutien

Les établissements de grands groupes concentrent 45% des effectifs industriels dans le département des Bouches-du-Rhône. Or ces établissements sont les principaux contributeurs des émissions de GES du territoire. Pour minimiser les impacts de la transition vers la neutralité carbone, une transformation complète de leur appareil productif, des produits finis et des compétences clefs du personnel doit donc être opéré. Ainsi, l'intervention du FTJ permettra d'accompagner les projets structurants d'investissement productif dans les grandes entreprises pour les inciter à réduire significativement leurs émissions de GES et maintenir mais aussi créer des emplois sur le territoire. Les conditions de soutien de l'investissement productifs des grandes entreprises posées dans le règlement FTJ seront des critères d'éligibilité indiqués dans les appels à projets.

ANNEXE 1

Référence: Article 11(2)(i);

À ne remplir que si le soutien est apporté à des investissements visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant des activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE:

- une liste des opérations à soutenir et la justification qu'elles contribuent à la transition vers une économie neutre pour le climat et entraînent une réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre en deçà des référentiels pertinents établis pour allouer des quotas à titre gratuit conformément à la directive 2003/87/CE et pour autant qu'elles soient nécessaires à la protection d'un nombre significatif d'emplois.

Mettre à jour ou compléter cette section dans le cadre de la révision du plan territorial de transition juste, selon la décision relative à la fourniture d'un tel soutien

Le département des Bouches-du-Rhône accueille 49 industries soumises à la directive 2003/87/CE. Ces industries sont les principales contributrices des émissions de GES du département et représentent un nombre d'emplois significatifs. Pour atteindre la neutralité carbone et éviter les pertes d'emploi sur le territoire, elles constituent donc des acteurs incontournables. Or ces industries sont fortement exposées à la compétition internationale, et sont mises en difficulté par la transition écologique, mettant en péril leurs emplois sur le territoire. Il est donc indispensable de les accompagner dans la transformation, la reconversion et la diversification de leurs activités afin de les maintenir sur le territoire avec leurs emplois et de les inciter à engager des projets entraînant une réduction significative de leurs émissions de GES. Les conditions de soutien de ces activités seront des critères d'éligibilité indiqués dans les appels à projets.

ANNEXE 2

Référence: Article 11(2)(j)

- synergies et complémentarités des opérations envisagées avec d'autres programmes pertinents de l'Union au titre de l'objectif «Investissement pour l'emploi et la

croissance» (soutien au processus de transition), d'autres instruments de financement (Fonds pour la modernisation du SEQE de l'UE) pour répondre aux besoins de développement identifiés

De par son objectif propre et ses deux principales dimensions : réduction des émissions de GES et préservation/création d'emplois, le FTJ s'inscrit en articulation avec les autres fonds européens et permet d'éviter tout doublon ou manque de lisibilité pour les porteurs de projets.

Cohérence avec les dispositifs européens

Le FTJ s'articulera avec les autres dispositifs européens tels que le fonds d'innovation de la Commission européenne visant à accompagner le développement de technologies bas-carbone ainsi que le programme de recherche et d'innovation Horizon Europe.

Les financements mobilisés en association avec le FTJ seront également à articuler avec la programmation des Fonds Européens Structurels et d'Investissement, gérés au niveau de la Région, y compris les Investissements Territoriaux Intégrés. Une complémentarité a ainsi été recherchée avec les Fonds de Développement Régional et Social Européen Plus, avec lesquels il existe de fortes synergies.

En effet, la transition énergétique et écologique représentant 35% de la maquette financière FEDER de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et vise des objectifs similaires au FTJ. Pour distinguer les deux fonds, le choix a été fait pour le FTJ de cibler les industries les plus émettrices de GES localisées dans le département des Bouches-du-Rhône. Cet objectif thématique et territorial n'est pas traité en tant que tel dans le reste du programme FEDER-FSE+ 21-27. Certaines typologies d'actions (ENR, transport) peuvent ainsi sembler analogues mais elles n'ont pas le même territoire d'application, ni les mêmes objectifs et filières ciblées.

Au même titre une ligne de partage claire est définie au sein du Programme National FSE+ 2021-2027 entre l'intervention du FSE+ et celle du FTJ dans son volet social. Le volet social du FTJ sera ainsi mobilisé en articulation avec les autres dispositifs européens, en ciblant son intervention sur les Bouches-du-Rhône :

- Auprès des salariés des entreprises les plus émettrices de GES qui s'engagent dans un processus de décarbonation de leur process industriel ;
- Auprès des entreprises qui s'engagent pour la décarbonation de leurs outils de travail ;
- En faveur de l'accompagnement des besoins en recrutement, de formation, d'accompagnement global des demandeurs d'emploi, sur de nouvelles filières d'avenir écologique ou sur les métiers en tension du territoire...

Cohérence avec les politiques et dispositifs nationaux

Le PTJ contribue aux grands objectifs fixés par le Plan de Relance de la France dans les domaines d'intérêt commun comme la rénovation énergétique, la décarbonation de l'industrie, et la « transition collective ». Sur le volet innovation, le plan de relance finance également le 4^{ème} volet du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA). Ainsi,

tout cofinancement de dispositifs financés par le Fonds européen de relance et de résilience sera écarté afin d'éviter tout risque de double financement. Une articulation est également prévue entre le PTJ et l'ensemble des dispositifs existant à l'échelle de la région ayant trait au développement et au déploiement de la transition énergétique et écologique : actions menées par Bpifrance, ADEME, la Caisse des Dépôts - Banque des Territoires (CDC), l'Etat (DREAL, DREETS). Le FTJ interviendra enfin en additionnalité avec :

- le Fonds National pour l'Emploi portant sur le financement de la formation des salariés ;
- les engagements de développement des compétences,
- les dispositifs portés et financés par les OPCO.

Référence: Article 11(2)(k) and 11(5)

- *Synergies et complémentarités avec le soutien prévu au titre des autres piliers du mécanisme pour une transition juste*
- *Secteur et activités qu'il est envisagé de soutenir dans le cadre des autres piliers*

Les opérations mises en œuvre sous chacun de trois piliers du MTJ sont également articulées, et visent une complémentarité en termes de périmètre d'intervention que de types de bénéficiaires ciblés. La source de financement plus adaptée aux opérations identifiées se définit au cas par cas selon la nature de l'opération, son porteur et sa finalité. Si le 1er pilier se concentre sur l'octroi de subventions, le 2ème pilier s'inscrit dans une logique de partenariat public-privé via le dispositif InvestEU pour une transition juste. Il fournira une garantie budgétaire aux partenaires finançant directement ou indirectement les promoteurs de projets, pour les volets d'action : infrastructures durables ; recherche-innovation-numérisation ; investissements sociaux et compétences ; PME.

Sous le 3ème pilier seront uniquement visés les projets de grande ampleur portés par des acteurs publics. Ce pilier combine des prêts de la BEI et des subventions de la Commission européenne. L'objectif est d'encourager les projets qui ne génèrent pas suffisamment de recettes pour couvrir leur coût d'investissement.

Les opérations à financer sous le deuxième et le troisième pilier concerneront les **infrastructures énergétiques et de transports mais aussi celles permettant la transition vers une économie circulaire.**

L'échelle territoriale des interventions au sein de chaque pilier est différente. Sous le premier pilier, les actions doivent être mise en place dans les Bouches-du-Rhône. Sous les deuxième et troisième piliers, les actions peuvent être mises en place sur l'ensemble du territoire régional, mais doivent bénéficier directement au territoire.

3. Mécanismes de gouvernance

Référence: Article 11 (2)(f)

3.1. Partenariat

Champ de texte [5000]

- *Modalités de participation des partenaires à la préparation, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du plan territorial de transition juste;*
- *Résultat de la consultation publique.*

Conformément à l'article 6 du RDPC et en s'inspirant du Code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens, la Région ainsi que la DREETS, autorités de gestion du FTJ, ont associé le partenariat régional dans les différentes phases d'élaboration du plan de transition juste.

À la suite de son éligibilité au FTJ au printemps 2020, la Région a créé des espaces dédiés à la concertation. Deux comités ont été établis afin de piloter l'élaboration de la stratégie du PTJ et d'assurer l'articulation avec les autres dispositifs du territoire :

- Un comité restreint réunissant hebdomadairement les services de la Région ainsi que ceux de l'ADEME et de la DREETS d'octobre à janvier 2021 ;
- Un comité élargi associant bi-hebdomadairement la Région, l'Etat (ADEME, SGAR, DREAL, DREETS), les territoires (Conseil Départemental, Métropole) et d'autres partenaires (Atmo Sud) de mai à janvier 2021.

D'autres parties prenantes ont été mobilisées au travers de consultations bilatérales. Un webinaire d'information à destination des sites industriels les plus émetteurs de CO2 a été organisé le 8 juillet 2020, afin de présenter le mécanisme de transition juste et pré-identifier des projets sur le territoire potentiellement éligibles. L'évènement a rassemblé 45 participants et permis d'identifier une centaine de projets.

Une consultation publique a été organisée le 27 novembre 2020 sous forme de webinaire pour présenter la première version du plan de transition juste et recueillir les propositions du partenariat. A l'issue de cette présentation, il a été donné aux participants la possibilité de faire des retours écrits sur le site : <https://europe.maregionsud.fr/fonds-europeen-en-region-sud-2021-2027/>. Cinq contributions écrites ont été reçues et intégrées.

En complément, la DREETS a mobilisé de nombreux acteurs pour alimenter le volet social du diagnostic et définir sa stratégie d'intervention. Au-delà du service statistique interne, ont été mobilisés les collectivités territoriales, les missions locales, pôle emploi, l'équipe préfectorale chargée du suivi du Pacte de Gardanne, l'observatoire régional des métiers etc...

A partir de 2021, des ateliers dédiés aux typologies d'actions et à la sélection des indicateurs ont ensuite été organisés avec les partenaires et les directions opérationnelles concernées de la Région. La Région et la DREETS ont également été étroitement associées aux commissions organisées dans le cadre du Pacte territorial de Gardanne.

Le partenariat régional continuera à être mobilisé tout au long de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du plan territorial de transition juste.

3.2. Suivi et évaluation

Mesure de suivi et d'évaluation prévues, y compris par des indicateurs permettant de mesurer la capacité du plan à atteindre ses objectifs.

Les deux autorités de gestion présenteront un bilan annuel des actions déployées au comité de suivi et un plan d'actions pour l'année suivante. Les actions feront l'objet d'une évaluation en continu.

Du fait de la période de mise en œuvre, une évaluation en fin de programmation sera menée par chaque Autorité de gestion afin de mesurer les résultats et impacts de la mise en œuvre du Plan de Transition Juste.

3.3. Organisme(s) de coordination et de suivi

Le ou les organismes chargés de la coordination et du suivi de la mise en œuvre du plan et son/leur rôle

En tant qu'autorités de gestion du programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-27 et du programme national FTJ, la Région Provence-Alpes Côte d'Azur et l'Etat se sont dotés de comités nécessaires au suivi et à la mise en œuvre des Programmes au sein desquels est annexé le Plan de Transition Juste comité de suivi et comité de programmation interfonds.

Le comité régional de suivi interfonds 2021-2027, coprésidé par le Préfet de Région et par le Président du Conseil régional, a vocation à réunir l'ensemble du partenariat régional pertinent sur les questions liées à la mise en œuvre et à la réalisation des objectifs des programmes dont la Région et l'Etat sont Autorités de gestion. Il réunit ainsi les autorités régionales et locales, les partenaires économiques et sociaux et la société civile au travers notamment du Conseil Economique Social, Environnemental, de la culture et de l'éducation (CESE). Il est proposé d'adosser le suivi du FTJ à ce comité préexistant. En effet, le comité de suivi rassemble les partenaires indispensables à la bonne gestion du FTJ et constitue ainsi le cadre adéquat pour effectuer une revue de performance de la mise en œuvre du PTJ et les actions d'évaluation. Ses fonctions sont détaillées à l'article 38 du Règlement Portant Dispositions Communes.

Le comité régional de programmation interfonds 2021-2027 vise à réunir les autorités des programmes, les services instructeurs et les principaux cofinanceurs afin de donner un avis sur les propositions de programmation, avant la décision du Président du Conseil régional et du Préfet de région portant sur la sélection des opérations. Afin de ne pas multiplier les instances, il est proposé d'utiliser ce comité régional de programmation interfonds qui examinera et proposera à la décision du Président du Conseil régional ou du préfet de région, pour le volet Etat, les projets éligibles dans le cadre du FTJ.

En complément de ces instances de programmation et de suivi, il est proposé de mettre en place un comité de sélection des projets. Les objectifs de ce comité seront de s'assurer de la cohérence des projets avec le PTJ et de faciliter la complémentarité des opérations et des partenaires financiers. Il rassemblera :

- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- DREETS
- ADEME
- DREAL
- Conseil départemental
- Métropole Aix Marseille Provence

Les réunions de coordination entre la DREETS et les services du conseil régional, préexistantes, seront également mises à profit pour aborder le FTJ et assurer une mise en œuvre opérationnelle cohérente du PTJ.

Enfin, le volet social du FTJ pourra accompagner s'il y a lieu, les projets sélectionnés en amont par le conseil régional, une fois les besoins de l'entreprises en matière de formation et recrutement connus et analysés.

ANNEXE 1 – Liste indicative des projets d'investissements productifs dans des entreprises autres que des PME

Attention : cette liste est indicative et ne pré-figure pas de l'éligibilité du projet, ce dernier n'ayant pas fait l'objet d'une instruction approfondie à ce stade.

Les noms des entreprises et des projets n'apparaissent pas afin de respecter la confidentialité des porteurs.

Les données sur l'emploi et le budget total des projets sont basés sur des déclarations de la part des porteurs de projets. Ces données ne tiennent pas compte d'un éventuel phasage des projets permettant l'intervention du Fonds de Transition Juste au regard de l'enveloppe disponible pour le territoire.

Axe PTJ	Secteur d'activité	Description du projet	Budget total – Déclaration porteur	Analyse emplois – Déclaration porteur
1	Energie	Procédé innovant d'utilisation de la chaleur fatale basse température (60°C) dans l'industrie pour produire de l'électricité.	2,5M€	Environ une dizaine d'emplois créés
2	Energie	Déploiement de l'éolien flottant avec création d'un atelier de montage et de production et création d'un terminal permettant de réceptionner les colis lourds.	120M€	Environ une centaine d'emplois créés
2	Energie	Points de raccordement destinés à l'installation d'éoliennes flottantes : un site d'essais en mer et un site de démonstration pré-industriel.	57M€	Non communiqué
2	Economie circulaire	Production de bio méthane à partir de déchets.	100M€	Non communiqué
4	Economie circulaire	Valorisation des déchets du BTP en matière première secondaire.	10M€	Environ une dizaine d'emplois créés
4	Economie circulaire	Création d'une filière de recyclage de la ferraille issu du démantèlement des navires pour approvisionner en matière première les industriels de la zone.	7,5M€	Environ une dizaine d'emplois créés

ANNEXE 2 - Investissements visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant des activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE

Attention : cette liste est indicative et ne pré-figure pas de l'éligibilité du projet qui n'a pas fait l'objet d'une instruction approfondie à ce stade.

Les données emplois et émissions de GES évitées mais aussi les données sur le budget des projets sont basées sur des déclarations de la part des porteurs de projets.

Ces données ne tiennent pas compte d'un éventuel phasage des projets permettant l'intervention du Fonds de Transition Juste au regard de l'enveloppe disponible pour le territoire.

Les noms des entreprises et des projets n'apparaissent pas afin de respecter la confidentialité des porteurs.

Axe PTJ	Secteur	Description du projet	Budget total – Déclaration porteur	Analyse emplois – Déclaration porteur	Contribution de l'investissement à la réduction des émissions de GES – Déclaration porteur
1	Recherche	Création d'une plateforme de Recherche et Développement dédiée à l'étude des bioprocédés de production de biomasses de 3 ^{ème} génération : algues et cyanobactéries photosynthétiques	1,4M€	Non communiqué	Non communiqué
1	Energie	Mise au point de revêtement barrière pour la protection des canalisations de gaz naturel afin de leur permettre de véhiculer de l'Hydrogène gaz	10M€	Environ plusieurs dizaines d'emplois créés	Non communiqué
2	Métallurgie	Utilisation des gaz sidérurgiques pour la fabrication de molécules complexes (alcools, polyols, éthylène, ...) en substitution d'une matière première	230M€	Environ une dizaine d'emplois créés	Gain CO2 en tonnes/an : environ 25 000

		fossile			
2	Métallurgie	Phase 1 : Substitution du gaz de coke par un mélange gazeux à faible teneur en carbone pour la réduction du minerai des fer	10M€	Environ une dizaine d'emplois créés	Gain CO2 en tonnes/an : environ 220 000
2	Métallurgie	Phase 2 : Installation d'un électrolyseur de 100 Mw pour la production d'hydrogène alimentant un haut-fourneau, en substitution du gaz de coke	160M€		Gain CO2 en tonnes/an : environ 115 000
2	Energie	Production d'hydrogène Vert, alimenté à 100% par des énergies renouvelables visant dans un premier temps, la décarbonation d'une partie du process de la bioraffinerie puis dans un deuxième temps, la mobilité avec l'alimentation des navires à quai	155 M€	Environ une centaine d'emplois créés	Gain CO2 en tonnes/an : environ 10 000
2	Energie	Phase 1 : Création d'un ouvrage de récupération thermique de chaleur fatale et renouvelable de la centrale biomasse et de distribution de chaleur 105°C auprès des collectivités et usagers potentiels situés à proximité du réseau de chaleur créé en substitution d'énergie fossile	20M€	Environ une dizaine d'emplois créés	Non communiqué

2	Energie	Phase 2 : Création d'un réseau de chaleur urbain avec la chaleur de récupération issue de la tranche biomasse de la centrale.	10M€		Non communiqué
2	Chimie	Procédé innovant de conversion de la salle d'électrolyse diaphragme en une salle membrane bipolaire afin d'utiliser du sel de mer en complément de la saumure pour maximiser le gain énergétique et placer l'industriel dans les premiers européens de son secteur en termes de bilan énergétique global	125M€	Non communiqué	Gain CO2 en tonnes/an : environ 50 000
2	Energie	Production d'e-kérozène et d'e-diesel pour produire du e-methanol	480M€	Environ plusieurs dizaines d'emplois créés	Gain CO2 en tonne/an : 250 000
2	Chimie	Déploiement du transport routier poids lourds à l'hydrogène (8 camions H2 44 tonnes long courrier) et installation d'une station de distribution hydrogène bas carbone	16.5M€	Environ plusieurs dizaines d'emplois créés	Gain CO2 en tonne/an : Environ 250 000
2	Métallurgie	Transformation d'un process industriel en vue d'un composé chimique à haute valeur ajoutée	53,3M€	Environ plusieurs dizaines d'emplois créés	Gain CO2 en tonne/an : Environ 110 000
4	Métallurgie	Gazéification de déchets pour générer un biogaz afin de produire de l'éthylène et des molécules complexes	140M€	Environ une dizaine d'emplois créés	Non communiqué

4	Métallurgie	Démantèlement des navires et récupération de la ferraille pour transformation en matière première secondaire.	10M€	Non communiqué	Non communiqué
4	Chimie	Fabrication de polypropylène issu du recyclage de plastique	50M€	Environ une cinquantaine d'emplois créés	Non communiqué

Version présentée au Comité de suivi Interfonds et POIA 2014-2020 du 10 mars 2022